



Conseil d'administration

317^e session, Genève, 6-28 mars 2013

GB.317/WP/SDG/2

Section de haut niveau

Groupe de travail sur la dimension sociale de la mondialisation

HL

Date: 19 février 2013

Original: anglais

DEUXIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Faire face à la crise économique et à la crise de l'emploi dans le monde

Objet du document

Le document résume les dernières prévisions en s'attachant plus particulièrement aux perspectives dans les pays émergents et les pays en développement, met en évidence les défis que pose l'interdépendance économique et les possibilités qu'elle offre en ce qui concerne la coordination des politiques et, enfin, analyse la manière dont les politiques de l'emploi et les politiques sociales pourraient contribuer à remédier au ralentissement économique et à la persistance du chômage dans le monde. Le groupe de travail est invité à examiner l'état actuel de l'économie et du chômage dans le monde ainsi que le rôle que pourraient jouer les politiques de l'emploi et les politiques sociales dans la coordination des efforts de relance en 2013.

Objectif stratégique pertinent: Tous les objectifs stratégiques.

Incidences sur le plan des politiques: Renforcement et mise à jour du suivi du Pacte mondial pour l'emploi.

Incidences juridiques: Aucune.

Incidences financières: Aucune.

Suivi nécessaire: La discussion guidera les efforts déployés par le Bureau et les mandants pour promouvoir une reprise créatrice d'emplois.

Unité auteur: Département de l'intégration des politiques (INTEGRATION).

Documents connexes: Aucun.

Résumé

Les diverses prévisions économiques suggèrent que la croissance mondiale va rester faible en 2013 et que le chômage va augmenter. La réduction de la pauvreté a ralenti. La croissance des salaires et la part des salaires dans le revenu ont baissé alors que les inégalités de revenus se sont creusées. Le ralentissement de la croissance ou la contraction de l'économie dans les pays à revenu élevé ont eu des répercussions négatives sur les pays émergents et les pays en développement. La situation économique des pays varie, mais tous sont confrontés au problème épineux de la création d'emplois. Les politiques publiques sont toujours dans l'impasse et ne parviennent pas à remédier à la crise de l'emploi ni à la crise économique dans le monde. Le présent document passe en revue les facteurs qui entravent le renforcement de la coordination internationale nécessaire pour relancer la croissance et créer des emplois et montre que les perspectives de reprise seraient meilleures si les efforts portaient davantage sur le renversement des répercussions négatives de la crise de l'emploi. Il aboutit à la conclusion que les pays en développement et les pays développés peuvent s'inspirer des priorités stratégiques dégagées par l'OIT pour favoriser la coordination des efforts de relance en 2013. Il contient enfin un résumé des actions menées par le BIT pour donner suite à la décision prise par le Conseil d'administration en novembre 2012 ainsi que des propositions de mesures pouvant dès à présent être mises en œuvre, qui serviront de base aux discussions du groupe de travail.

I. Perspectives économiques et perspectives de l'emploi: Point de la situation

1. Depuis que le Conseil d'administration a examiné les conséquences de la situation économique mondiale pour l'Agenda du travail décent en novembre 2012¹, la récession s'est installée dans les pays développés et s'est répercutée sur les pays émergents ou en développement, et les prévisions tablent désormais sur une modeste amélioration pour la fin de 2013 et pour 2014 (voir le tableau plus bas). La croissance dans les pays développés devrait rester inférieure à la normale, la zone euro étant en récession pour la deuxième année consécutive. Dans les pays émergents ou en développement, la croissance a ralenti par rapport à 2011 mais elle reste quatre fois plus rapide que dans les pays développés. La Chine et les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) sont les plus solides, quoique l'Afrique reste également très dynamique. Le Brésil et l'Inde ont tous deux montré des signes de faiblesse en 2012, mais une reprise est attendue pour 2013.
2. La crise financière de la zone euro est le principal sujet de préoccupation même si certains progrès ont été faits. La politique budgétaire des Etats-Unis d'Amérique n'est toujours pas fixée, et il y a un risque qu'un durcissement prématuré entraîne une nouvelle contraction de l'économie. En revanche, les pays en développement poursuivent leur expansion économique, et certains d'entre eux en tirent parti pour agir sur la croissance, l'emploi et les revenus. Une baisse des cours des matières premières est attendue, ce qui risque de mettre à rude épreuve la résistance des pays exportateurs de ces matières.

¹ Documents GB.316/WP/SDG/1 et GB.316/INS/13.

Aperçu des perspectives de l'économie mondiale (variation annuelle, en pourcentage)

	Projections				Variation par rapport aux projections d'octobre 2012		Variation par rapport aux projections de janvier 2012
	2011	2012	2013	2014	2013	2014	2013
Production mondiale	3,9	3,2	3,5	4,1	-0,1	-0,1	-0,4
Pays avancés	1,6	1,3	1,4	2,2	-0,2	-0,1	-0,5
Pays émergents ou en développement	6,3	5,1	5,5	5,9	-0,1	-0,0	-0,4
Divers pays/régions							
Etats-Unis	1,8	2,3	2,0	3,0	-0,1	0,1	-0,2
Japon	-0,6	2,0	1,2	0,7	0,0	-0,4	-0,4
Union européenne	1,6	-0,2	0,2	1,4	-0,3	-0,2	-1,0
Zone euro	1,4	-0,4	-0,2	1,0	-0,3	-0,1	-1,0
Pays d'Asie en développement	8,0	6,6	7,1	7,5	-0,1	0,0	-0,7
Chine	9,3	7,8	8,2	8,5	0,0	0,0	-0,6
Inde	7,9	4,5	5,9	6,4	-0,1	0,0	-1,4
ASEAN 5 *	4,5	5,7	5,5	5,7	-0,2	0,0	-0,1
Amérique latine et Caraïbes	4,5	3,0	3,6	3,9	-0,3	-0,1	-0,3
Brésil	2,7	1,0	3,5	4,0	-0,4	-0,2	-0,5
Mexique	3,9	3,8	3,5	3,5	0,0	0,0	0,0
Europe centrale et orientale	5,3	1,8	2,4	3,1	-0,1	0,0	0,0
Communauté des Etats indépendants	4,9	3,6	3,8	4,1	-0,3	-0,1	0,0
Moyen-Orient et Afrique du Nord	3,5	5,2	3,4	3,8	-0,2	0,0	-0,2
Afrique subsaharienne	5,3	4,8	5,8	5,7	0,0	0,1	0,5
Volume du commerce mondial (biens et services)	5,9	2,8	3,2	5,5	-0,7	-0,3	-1,6

* Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.

Source: Fonds monétaire international (FMI), *Perspectives de l'économie mondiale: Mise à jour, janv. 2013*.

3. Le BIT estimait à 197 millions le nombre total de chômeurs dans le monde en 2012, soit environ 28 millions de plus que lorsque la crise financière mondiale a éclaté. En outre, quelque 39 millions d'hommes et de femmes sont sortis du marché du travail. En raison de la faiblesse de la croissance, le nombre de chômeurs pourrait augmenter de plus de 5 millions en 2013 et d'encore 3 millions en 2014². De même, les répercussions du faible niveau d'emploi sur la demande globale risquent d'affaiblir encore la croissance dans l'avenir.
4. Les jeunes, aussi bien les hommes que les femmes, continuent d'être durement touchés par la crise. Ils sont actuellement quelque 74 millions dans le monde à être sans emploi et ils risquent fort d'être un demi-million de plus d'ici à 2014 du fait du ralentissement de l'activité économique. Le taux de chômage des jeunes est supérieur à 50 pour cent en Espagne et en Grèce; il est également élevé dans certains pays en développement tels que

² BIT: *Tendances mondiales de l'emploi, 2013: Surmonter la nouvelle crise de l'emploi*, Genève, 2013.

l'Indonésie, l'Arabie saoudite et l'Afrique du Sud, ainsi qu'en Afrique du Nord³. Les jeunes en situation de chômage de longue durée sont également nombreux. Dans les pays avancés, les jeunes sans emploi depuis six mois ou plus représentent environ 35 pour cent du nombre total de jeunes au chômage, contre 28,5 pour cent en 2007.

5. En dépit de la crise, le taux de travailleurs pauvres a continué de baisser depuis 2008, mais plus lentement qu'auparavant. Actuellement, environ 400 millions de travailleurs vivent dans l'extrême pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 1,25 dollar par jour, et n'ont pas les moyens de manger ni de nourrir leur famille régulièrement et en quantité suffisante, tandis que 470 millions d'autres travailleurs vivent avec leur famille avec moins de 2 dollars E.-U. par jour et par personne et ne sont pas toujours en mesure de subvenir à leurs besoins élémentaires. Les pays où le taux de travailleurs pauvres est élevé enregistrent une croissance plus rapide que la moyenne mondiale, ce qui devrait continuer de faire baisser le taux de travailleurs pauvres. Toutefois, étant donné que dans bon nombre de ces pays la population s'accroît rapidement, il est probable qu'en chiffres absolus le nombre de travailleurs pauvres augmente.
6. La croissance moyenne des salaires réels dans le monde est restée inférieure aux taux enregistrés avant la crise. Les salaires mensuels moyens ont été réévalués car l'inflation a augmenté de 1,2 pour cent dans le monde en 2011 alors qu'elle avait augmenté de 2,1 pour cent en 2010 et de 3 pour cent en 2007. Au cours des dix dernières années, les salaires ont triplé en Chine. Dans le reste du monde, la croissance moyenne des salaires réels a été de seulement 0,2 pour cent en 2011 alors qu'elle s'élevait à 1,3 pour cent en 2010 et à 2,3 pour cent en 2007. Les tendances varient considérablement selon les régions du fait que dans les pays développés la croissance des salaires a enregistré un double creux alors que, depuis le début de la crise, elle est restée positive, quoique plus faible, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Indépendamment de l'exception chinoise, la croissance des salaires en Asie a été forte, ceux-ci ayant quasiment doublé en dix ans⁴. Dans les pays développés, les salaires ont seulement augmenté d'environ 5 pour cent entre 2000 et 2011 et, d'après les estimations, ils n'ont pas bougé en 2012⁵.
7. La stagnation des salaires dans les pays développés a des répercussions non seulement sur ces pays mais aussi sur la croissance mondiale car elle n'est que partiellement compensée par la croissance des salaires dans les pays émergents. Il ressort des données disponibles concernant 16 pays développés que la part des salaires dans le produit intérieur brut (PIB) global n'a cessé de baisser pendant plusieurs décennies, passant de 75 pour cent du revenu national au milieu des années soixante-dix à environ 65 pour cent pendant les années qui ont immédiatement précédé la crise mondiale. La part moyenne des salaires a également diminué dans 16 pays émergents ou en développement, où elle est passée d'environ 62 pour cent du PIB au début des années quatre-vingt-dix à 58 pour cent du PIB juste avant la crise. Même en Chine, où la hausse des salaires a été particulièrement forte, le PIB a augmenté plus rapidement que la masse salariale totale, de sorte que la part du travail dans le revenu national a baissé.

³ BIT et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD): *Rethinking Economic Growth: Towards Productive and Inclusive Arab Societies*, Beyrouth, 2012. Le BIT et le PNUD estiment à 23,2 pour cent le taux de chômage des jeunes dans les pays arabes, soit le taux régional le plus élevé au monde.

⁴ BIT: *Rapport mondial sur les salaires 2012/13: Salaires et croissance équitable*, Genève, 2013.

⁵ Pour 2012, une estimation provisoire a été faite à partir des données trimestrielles disponibles pour 30 pays développés (tirées de la base de données du BIT sur les salaires dans le monde).

8. Dans la plupart des pays développés, le revenu des 10 pour cent des ménages les plus riches a augmenté plus rapidement que celui des 10 pour cent les plus pauvres, creusant ainsi les inégalités de revenus. Les variations de la part des salaires dans le revenu des ménages, estimée à 75 pour cent chez les adultes en âge de travailler, ont largement contribué à aggraver les écarts de revenus⁶. L'augmentation de la part correspondant aux bénéfices a également contribué à creuser les inégalités du fait que les revenus du capital sont plus inégalement répartis que ceux du travail. Lorsque la crise financière a éclaté, les revenus du capital ont baissé ce qui, dans un premier temps, a enrayé cette tendance mais, depuis, celle-ci a repris. Dans la moitié des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les impôts sur le revenu et les transferts en espèces ne sont plus aussi efficaces pour réduire les importantes inégalités de revenus marchands, en particulier depuis la fin des années quatre-vingt et le début des années deux mille.

II. Maintenir la croissance dans les pays émergents ou en développement⁷

9. Les pays émergents ou en développement ont réussi à maintenir leur croissance malgré le ralentissement ou la récession économiques dans un certain nombre de pays développés. Le poids économique du groupe des pays émergents ou en développement est proche de celui du groupe des pays développés. A mesure que les revenus et la consommation des ménages augmentent, la croissance des pays émergents ou en développement devient un peu moins tributaire du commerce avec les pays développés et de leurs investissements, bien que les perspectives économiques dans les deux groupes restent étroitement liées. Cela étant, maintenir la croissance risque d'être difficile; et le ralentissement de la croissance qui perdure dans les pays développés pourrait bien nuire aux transformations structurelles en cours dans les pays en développement.
10. L'*Afrique* a réalisé de bons résultats économiques pendant la crise, en maintenant sa croissance annuelle autour de 5 pour cent ou plus. L'Afrique subsaharienne a enregistré une croissance régulière alors qu'un certain nombre de pays d'Afrique du Nord ont souffert de perturbations économiques pendant la période de changements politiques. La croissance africaine reste fortement liée aux revenus générés par les exportations de matières premières, en particulier de minéraux, de pétrole et de gaz.
11. Les résultats de l'Afrique en matière d'emploi sont moins encourageants. En Afrique subsaharienne, le taux de croissance de la population en âge de travailler reste élevé – 2,7 pour cent par année –, tout comme la proportion de jeunes dans cette population. Le taux d'activité de 70 pour cent reflète le fait que la plupart des travailleurs et des travailleuses n'ont pas d'autres moyens de survie en l'absence de systèmes de protection sociale adéquats. La difficulté est d'améliorer la productivité, les conditions de travail et les profits et avantages que les gens tirent de leur activité. L'agriculture compte toujours pour 62 pour cent de l'emploi, et la réorientation vers des secteurs à plus forte productivité est relativement lente. La proportion de travailleurs pauvres touchant 2 dollars E.-U. par jour a diminué – ils représentent environ 64 pour cent de la population en âge de travailler –, mais leur nombre en valeur absolue continue d'augmenter et il a atteint plus de 200 millions en 2012. La part des travailleurs indépendants et des travailleurs familiaux

⁶ OCDE: *Toujours plus d'inégalité: Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Paris, 2011.

⁷ Outre les *Tendances mondiales de l'emploi 2013* et le *Rapport mondial sur les salaires 2012/13* du BIT, cette partie est fondée sur le rapport des Nations Unies intitulé *World economic situation and prospects 2013* (New York, 2013) ainsi que sur les *Perspectives économiques régionales* du Fonds monétaire international (FMI) (Washington, DC, 2012).

dans l'emploi total, qui est un indicateur de l'ampleur du secteur informel dans les économies rurales et urbaines, est également importante – 77 pour cent – et ne décroît que lentement. Les inégalités très marquées entre les sexes, en matière d'emploi et de revenu, restent une préoccupation majeure. Le taux de chômage chez les femmes est au moins deux fois plus élevé que chez les hommes dans des pays tels que l'Algérie et l'Égypte. Dans plusieurs pays, le niveau de chômage élevé chez les jeunes est également un sujet d'inquiétude.

12. Dans près de la moitié des 45 pays de l'Afrique subsaharienne, les ressources naturelles représentent une part importante des exportations et les recettes qu'elles génèrent une part importante des budgets nationaux. De nouveaux gisements ayant récemment été découverts, plusieurs autres pays devraient rejoindre prochainement le groupe des gros exportateurs de ressources naturelles. Bien que ces aient connu une croissance économique plus rapide que d'autres pays de l'Afrique subsaharienne durant la période 2000-2012, les indicateurs sociaux n'ont pas révélé d'amélioration particulièrement rapide. La volatilité des prix des matières premières et des volumes d'exportation a elle aussi freiné la croissance. Utiliser les recettes des exportations de matières premières afin d'investir dans le développement social et diversifier les économies ainsi que constituer des réserves destinées à atténuer les effets de la volatilité de ces exportations représentent deux difficultés majeures pour de nombreux pays africains.
13. En 2012, la situation économique dans la *région de l'Amérique latine et des Caraïbes* s'est fragilisée du fait de la timide reprise dans les pays développés et du ralentissement en Chine, qui ont eu des répercussions sur les exportations de la région. Suivant une tendance principalement alimentée par le Brésil et l'Argentine, la croissance du PIB a marqué le pas pour s'établir à environ 3 pour cent en 2012 alors qu'elle s'élevait à plus de 4 pour cent en 2011 et à 6 pour cent en 2010. La forte demande intérieure a néanmoins continué de soutenir la croissance dans la majeure partie de la région. Une reprise étant attendue au Brésil en 2013, la région devrait renouer avec une croissance plus forte dans le courant de l'année.
14. Malgré le ralentissement en 2012, les taux d'emploi, les salaires réels et les taux de participation des femmes ont continué d'augmenter. Pour l'ensemble de la région, le chômage dans les zones urbaines a atteint son niveau le plus bas: 6,4 pour cent en 2012. L'emploi informel a reculé, le nombre de travailleurs pauvres a baissé, et la part des salariés dans l'emploi total s'est accrue – autant d'éléments indiquant que le changement structurel nécessaire pour favoriser un développement durable est en cours. Dans certains pays, la hausse de la productivité s'est accompagnée d'une augmentation du salaire minimum et de l'extension de la protection sociale, ce qui a contribué à réduire les inégalités sociales pourtant marquées. L'amélioration des conditions d'emploi a permis de renforcer la consommation des ménages, laquelle a été un moteur essentiel de la croissance du PIB ces dernières années.
15. Maintenir la croissance sur le long terme pourrait s'avérer plus difficile si la demande d'exportation se contracte et si la volatilité des marchés des capitaux a une incidence négative sur les taux de change. En outre, il faudra que le taux de croissance de la productivité augmente dans la région, ce qui requiert des investissements plus importants pour accélérer la réorientation de l'emploi du secteur agricole et informel vers le secteur manufacturier et les services à forte valeur ajoutée, et pour accroître la productivité dans le secteur agricole.
16. La stagnation de la demande dans les pays développés et le ralentissement de la croissance en Chine ont pesé sur la croissance économique de la *région de l'Asie de l'Est et du Sud-Est* au cours de l'année écoulée. Alors que les investissements et les exportations ont diminué, la consommation des ménages a continué d'augmenter à un rythme rapide dans la

plupart des pays, soutenue par des marchés du travail dynamiques, des hausses de salaire et une baisse de l'inflation. Les taux de chômage ont cependant légèrement augmenté en 2012 dans certains des pays de la région dépendants des exportations. La plupart des nouveaux emplois ont été créés dans le secteur des services, où l'emploi informel est courant et où la productivité est plus faible que dans le secteur manufacturier.

17. Les tendances salariales en Asie de l'Est et du Sud-Est, où les taux de croissance sont nettement plus élevés en particulier en Chine, contrastent fortement avec celles relevées dans de nombreuses autres régions. L'Indonésie, la Thaïlande, le Viet Nam et le Cambodge, notamment, ont enregistré une forte croissance des salaires ces dernières années.
18. En *Asie du Sud*, la demande d'exportation plus faible, l'inflation et les contraintes liées au transport et à l'énergie ont freiné la consommation et l'investissement et ont contribué à creuser les déficits budgétaires. L'économie indienne, qui représente près des trois quarts du PIB de la région, a ralenti au cours des deux dernières années. Le Bureau du travail en Inde (*Labour Bureau*) a signalé que la croissance de l'emploi s'était poursuivie dans le secteur manufacturier en 2011 et 2012, quoique plus lentement, l'emploi continuant d'augmenter dans les entreprises exportatrices indiennes mais diminuant dans le secteur non exportateur. Bien que les taux de chômage déclarés dans la région soient peu élevés, il existe sur le marché du travail des problèmes structurels profondément ancrés, notamment la prépondérance des emplois à faible productivité dans le vaste secteur informel et dans l'économie rurale, le grand nombre de travailleurs pauvres, la faible participation des femmes et le niveau de chômage élevé chez les jeunes.
19. Les économies des *Etats arabes* du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont souffert des troubles qui ont accompagné les changements politiques. La croissance a vacillé en 2011 mais a repris en 2012, notamment dans les pays producteurs de pétrole. Le taux de chômage reste élevé, en particulier chez les jeunes, hommes et femmes. Les taux d'emploi chez les femmes sont faibles⁸.
20. Pour les pays du Moyen-Orient du Conseil de coopération du Golfe, il est particulièrement difficile d'offrir suffisamment de possibilités d'emploi à la population locale. Les emplois dans le secteur privé, en dehors du secteur prospère de la production d'énergie à forte intensité de capital, sont rares. En outre, les emplois disponibles dans le secteur privé sont occupés dans une large mesure par des travailleurs étrangers soit parce que les nationaux ne veulent pas travailler dans certains secteurs en raison du niveau des salaires en vigueur, soit parce qu'ils n'ont pas suffisamment de compétences pour être compétitifs sur le marché des emplois hautement qualifiés. Certaines entreprises privées préfèrent employer des travailleurs étrangers en raison des différences de salaire et d'autres facteurs.
21. L'Afrique du Nord a la plus grande difficulté à créer suffisamment d'emplois décents, en particulier pour les femmes et les jeunes. Le taux de travailleurs pauvres vivant avec 2 dollars E.-U. par jour reste élevé, et 19,7 pour cent des travailleurs et travailleuses vivaient avec leur famille en dessous de ce seuil en 2012. La proportion de travailleurs indépendants et de travailleurs familiaux était de 41,4 pour cent en 2012, signe qu'un grand nombre de personnes travaillent dans le secteur informel et ne bénéficient pas d'une protection sociale adéquate. Plus de la moitié des travailleuses (61,2 pour cent) relèvent de ces catégories d'emploi «vulnérable».

⁸ BIT et PNUD, *op. cit.*

III. Défis posés par l'interdépendance économique mondiale pour la coordination des politiques

22. Les perspectives économiques et de l'emploi décrites dans le rapport présenté au groupe de travail en novembre 2012⁹ n'ont pas changé de façon notable. La plupart des pays sont confrontés à des difficultés majeures, quoique distinctes, en matière d'emploi. L'interdépendance accrue fait ressortir l'importance de prendre des mesures coordonnées mais différenciées pour transformer le ralentissement de la croissance mondiale qui menace de se prolonger en reprise et en croissance durable. De telles mesures pourraient être lancées dans le cadre de différents organismes internationaux.
23. La Fédération de Russie a annoncé qu'un des objectifs fondamentaux de sa présidence du G20 en 2013 serait d'instaurer des mesures supplémentaires pour stimuler une croissance durable, solidaire et équilibrée et favoriser la création d'emplois dans le monde entier¹⁰. Elle entend articuler le programme d'action du G20 autour des trois grandes priorités afin d'entamer un nouveau cycle de croissance économique, à savoir:
- emplois de qualité et investissement;
 - confiance et transparence;
 - efficacité de la réglementation.
24. La Fédération de Russie accueillera une réunion des ministres de l'Emploi et du Travail du G20 les 18 et 19 juillet 2013 à Moscou, qui sera suivie d'une réunion conjointe avec les ministres des Finances. La décision de réunir les ministres de l'Emploi et du Travail et les ministres des Finances montre que la coordination des politiques est reconnue comme un impératif pour renverser les tendances négatives à la fois sur le plan macroéconomique et sur les marchés du travail.
25. La Fédération de Russie s'appuie sur la coopération des présidences française et mexicaine du G20 avec le Business 20 (B20), le Labour 20 (L20) et d'autres groupes non gouvernementaux et prévoit notamment des consultations avec le B20 et le L20 ainsi que la tenue du Forum économique international de Saint-Pétersbourg du 20 au 22 juin 2013. Le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement aura lieu dans cette même ville les 5 et 6 septembre. Comme les années précédentes, le Bureau, avec d'autres organisations internationales, fournit un appui à la présidence.
26. L'attention prioritaire accordée par la présidence du G20 à la croissance et aux emplois montre que l'urgence d'amorcer une reprise riche en emplois a été reconnue, ce dont il y a lieu de se féliciter.
27. En 2013, la question délicate de la coordination des efforts de relance sera au cœur de plusieurs réunions régionales et mondiales d'institutions intergouvernementales, notamment du Conseil économique et social des Nations Unies, du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale, de la Banque des règlements internationaux et du Conseil de stabilité financière, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de l'Union européenne, de l'Union africaine, de l'ASEAN et du marché commun du Sud (MERCOSUR). Néanmoins, des divergences de vues concernant

⁹ Document GB.316/WP/SDG/1.

¹⁰ Voir http://www.g20.org/docs/g20_russia/priorities.html.

les politiques financières, budgétaires et monétaires empêchent de parvenir à un accord sur la coordination des actions à mener.

28. La réforme de la réglementation internationale des marchés financiers avance lentement, d'où la crainte que le système dans son ensemble soit toujours vulnérable. Il semble en outre que peu de banques aient accumulé des réserves suffisantes et que beaucoup hésitent à restructurer leurs importants portefeuilles de créances douteuses. Les retombées de la crise financière continuent donc de peser lourdement sur l'économie réelle, en particulier dans les pays développés. Un nouvel élan visant à mener à bien la réforme et l'assainissement du secteur des services financiers devrait être au cœur des efforts de relance menés en 2013 et mettre l'accent sur les moyens de favoriser l'investissement dans les entreprises et les infrastructures productives.
29. Dans de nombreux pays, la politique budgétaire maintient un équilibre subtil entre, d'une part, le besoin de creuser les déficits pour soutenir un secteur privé en berne et investir dans les infrastructures et les services publics essentiels et, d'autre part, le risque de voir l'encours de la dette augmenter jusqu'à devenir insoutenable. L'expérience montre qu'il n'est possible de réduire les déficits publics qu'après de nombreuses années de croissance¹¹. Un assainissement brutal des finances publiques en période de ralentissement de la croissance ou de récession peut alourdir la charge de la dette et créer un cercle vicieux alimenté par la montée du chômage, la baisse des salaires et un recul constant des recettes fiscales.
30. La plupart des pays développés cherchent à faire en sorte que les politiques fiscales combinées aux politiques en matière de dépenses favorisent la reprise, tout en planifiant une réduction à moyen terme de l'endettement, qui a beaucoup augmenté depuis le début de la crise. Certains pays en développement sont dans une position similaire tandis que d'autres ont plus de latitude pour accroître leurs dépenses. L'une des principales questions faisant débat est la coordination entre les pays afin d'adapter le rythme des mesures d'assainissement budgétaire pour éviter que celles-ci n'affaiblissent davantage l'économie avant que la reprise soit bien installée¹². Il existe toutefois d'importantes divergences quant à la façon dont la dette et les déficits publics influencent la croissance, ce qui éloigne la perspective d'un consensus.
31. Plusieurs autorités monétaires se sont engagées à maintenir des taux directeurs très bas et à prendre des mesures d'assouplissement quantitatif jusqu'à ce que la croissance et l'emploi reprennent¹³. Cependant, un certain nombre de pays émergents ou en développement s'inquiètent des effets déstabilisateurs des flux de capitaux entrants et sortants rendus possibles par les crédits bon marché proposés dans les pays à revenu élevé. Face à cette tendance, certains pays en développement sont intervenus pour empêcher toute augmentation excessive de leurs taux de change.
32. Autre thème abordé dans le débat, les réformes dites «structurelles» englobent toute une gamme de mesures visant à favoriser un fonctionnement plus efficace des marchés des

¹¹ FMI, *Perspectives de l'économie mondiale: Une dette élevée et une croissance anémique*, Washington, DC, oct. 2012, chap. 3.

¹² Les travaux de recherche du FMI suggèrent qu'une des raisons pour lesquelles la récession a été plus grave que prévu est la synchronisation des efforts d'assainissement budgétaire dans de nombreux pays. *Ibid.*, chap. 1.

¹³ Voir, par exemple, la déclaration faite à la presse par Ben Bernanke, président de la Réserve fédérale des Etats-Unis, le 12 décembre 2012: <http://www.federalreserve.gov/mediacenter/files/FOMCpresconf20121212.pdf>.

produits et du travail et à accroître ainsi le potentiel de croissance. La teneur de ces réformes varie grandement, tout comme les opinions sur leur capacité de stimuler la croissance à court terme mais aussi à plus long terme.

33. Depuis le Sommet du G20 tenu à Pittsburgh en 2009, un volet important des efforts de relance consiste à encourager les pays affichant un excédent de la balance des paiements à renforcer leur demande intérieure, ce qui donnerait un coup de fouet à l'économie mondiale et apaiserait les tensions liées au commerce. Si les déséquilibres mondiaux se sont légèrement résorbés, c'est surtout en raison du recul de la demande dans les pays déficitaires.

IV. Rôle des politiques sociales et de l'emploi dans la coordination des efforts de relance au niveau mondial

34. L'adoption de mesures axées sur la stimulation de l'emploi et l'amélioration des revenus dans l'ensemble des pays (développés et en développement) pourrait contribuer à la reprise, en transformant les cercles vicieux actuels en effets positifs pour la croissance. A cet égard, l'Agenda du travail décent, qui a bénéficié d'un large soutien tripartite au sein de plusieurs instances régionales et nationales d'élaboration des politiques, offre un cadre de mesures variées que les pays peuvent appliquer en fonction de la situation.
35. De nombreux pays en développement, où la majorité des emplois sont peu productifs et se concentrent dans l'agriculture et les services informels, sont toujours aux prises avec la difficulté d'opérer une transition pour créer davantage d'emplois dans des secteurs plus productifs de l'industrie et des services, tout en augmentant leur production alimentaire. De telles transformations exigent d'investir non seulement dans l'infrastructure matérielle, mais aussi dans la santé et les compétences de la main-d'œuvre. Pour parvenir à une croissance écologiquement durable, il est essentiel que l'infrastructure et les qualifications des travailleurs contribuent à la préservation des ressources naturelles.
36. La recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale, 2012, est particulièrement utile aux pays qui envisagent d'investir dans le renforcement des régimes d'allocations familiales et de retraite, des systèmes de soins de santé de base et des infrastructures à forte intensité de main-d'œuvre. Elle est aussi considérée comme un outil important pour faciliter les changements nécessaires à la transition vers une économie et des emplois verts.
37. En concentrant l'action sur le potentiel direct et indirect de création d'emplois des investissements dans l'infrastructure, il est possible d'accroître l'incidence sur le développement de tous les projets, petits ou grands. Les programmes d'*infrastructures à forte intensité d'emploi* présentent un intérêt stratégique pour les pays les moins avancés.
38. Il est tout aussi important de faire de l'éducation et de la formation une priorité constante pour augmenter l'offre de main-d'œuvre qualifiée et répondre aux besoins des employeurs dans les secteurs à plus forte valeur ajoutée de l'industrie et des services.
39. A mesure que davantage de femmes et d'hommes ont accès à des possibilités de travail décent, les niveaux de consommation s'accroissent et la production et l'investissement s'en trouvent stimulés, ce qui améliore la productivité. Toutefois, si la productivité augmente dans des proportions nettement plus importantes que les salaires, la hausse de la consommation des ménages est limitée, ce qui risque de freiner la croissance économique, surtout si la demande d'exportations est faible. Depuis quelques années, plusieurs pays en développement accordent une importance croissante à la revalorisation des salaires et à

l'établissement de *systèmes de fixation des salaires minimum* et de socles de protection sociale, ouvrant ainsi la voie à un développement plus solidaire et autoentretenu.

40. Parmi les priorités des pays développés figurent la lutte contre le chômage massif des jeunes et le chômage de longue durée, l'augmentation du taux d'activité des femmes, le perfectionnement des compétences, l'appui ciblé à des groupes vulnérables et l'amélioration de l'adéquation entre offre et demande d'emplois. Les possibilités de création ou d'élargissement des programmes d'apprentissage suscitent l'intérêt de nombreux pays. Par ailleurs, améliorer les structures de garde d'enfants permet de créer des possibilités d'emploi et d'accroître la participation des femmes au marché du travail. Les systèmes de protection sociale sont certes plus étendus dans les pays à revenu élevé mais, s'ils étaient encore améliorés, leurs effets anticycliques automatiques pourraient être renforcés. Enfin, les investissements dans l'infrastructure et le soutien aux petites et moyennes entreprises sont de bons moyens de stimuler la demande de main-d'œuvre et de réduire ainsi le chômage.

V. Action de l'OIT visant à favoriser la croissance, l'emploi productif et décent et l'inclusion sociale

41. A la suite des discussions sur les perspectives économiques mondiales et l'Agenda du travail décent qui ont eu lieu à la réunion de novembre 2012 du Groupe de travail sur la dimension sociale de la mondialisation, les membres du bureau du Conseil d'administration ont publié une déclaration¹⁴ dans laquelle ils soulignent:

- que le dialogue social est un outil crucial pour la recherche d'un consensus sur un large éventail de solutions et que l'OIT doit donner la priorité au dialogue social à tous les niveaux dans le cadre de sa riposte à la crise;
- que le respect des principes et droits fondamentaux au travail est une condition essentielle de la dignité humaine et apporte par ailleurs une contribution importante à la reprise et au développement;
- que la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, 2008, et le Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT, 2009, sont importants pour parvenir à une reprise et à une croissance durables;
- que le mandat de l'OIT et la participation de l'Organisation au Sommet du G20 et à la réunion des ministres du Travail du G20 ainsi qu'à d'autres instances internationales sont essentiels.

42. Les membres du bureau ont invité le Directeur général à:

- tirer profit au maximum des réunions officielles de l'OIT qui doivent se tenir prochainement, notamment la neuvième Réunion régionale européenne, la 317^e session du Conseil d'administration et la 102^e session de la Conférence internationale du Travail, pour permettre aux mandants de l'Organisation de débattre de la crise, de promouvoir une action coordonnée et de proposer des solutions;
- rechercher tous les moyens possibles de placer l'emploi et les principes et droits fondamentaux au travail au cœur du programme de développement, dans le contexte

¹⁴ La déclaration peut être consultée à l'adresse suivante: http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_193350.pdf.

des décisions qui doivent être prises dans les forums pertinents, en vue de l'adoption d'un objectif et d'une cible concernant le plein emploi productif et le travail décent dans le cadre du programme de développement durable pour l'après-2015;

- intensifier les efforts conjoints du Conseil d'administration et du Bureau visant à promouvoir la cohérence des politiques entre toutes les organisations internationales et régionales compétentes de manière à favoriser la croissance, l'emploi décent et productif et l'inclusion sociale.
43. Depuis novembre 2012, le cycle annuel de réunions de plusieurs organisations et groupes internationaux a repris. Le Directeur général a souligné l'urgente nécessité de coordonner l'action en faveur de l'emploi lorsqu'il s'est exprimé à des réunions avec des acteurs clés des organisations régionales et internationales concernées, notamment le Directeur général du FMI, le Président de la Banque mondiale, les présidents des banques africaine et asiatique de développement et les commissaires européens, ainsi qu'avec plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement. Il a soulevé cette même question à l'occasion des tables rondes, des conférences de presse et des réunions bilatérales organisées en 2013 dans le cadre de la réunion annuelle du Forum économique mondial de Davos.
 44. Le Bureau est habilité à participer à plusieurs instances internationales importantes, y compris dans le cadre du G20, des Nations Unies et de l'Union européenne, ce qui lui a donné l'occasion de souligner l'importance d'assurer la cohérence des actions menées aux niveaux national, régional et international pour favoriser la croissance, l'emploi productif et décent et l'inclusion sociale.
 45. Comme indiqué précédemment, la Fédération de Russie a axé sa présidence du G20 sur trois grandes priorités pour stimuler la croissance: emplois de qualité et investissement, confiance et transparence et efficacité de la réglementation.
 46. Le BIT collaborera activement avec le G20 pour favoriser la croissance, l'emploi productif et décent et l'inclusion sociale. La réunion conjointe des ministres de l'Emploi et du Travail et des ministres des Finances mentionnée plus haut, qui aura lieu le 19 juillet dans le cadre des travaux du G20 en vue du Sommet de Saint-Petersbourg des 5 et 6 septembre 2013, est une première. Les ministres de l'Emploi et du Travail se réuniront les 18 et 19 juillet, à la suite d'une consultation avec les partenaires sociaux (B20 et L20). Un groupe spécial sur l'emploi composé de hauts fonctionnaires préparera les réunions et mènera également des consultations avec les partenaires sociaux. Le BIT participera à la première réunion de ce groupe, qui se tiendra à Moscou les 20 et 21 février 2013.
 47. La réunion des ministres des Finances et des gouverneurs de banque centrale du G20 a eu lieu à Moscou les 15 et 16 février 2013. Bien qu'ils aient constaté des signes d'amélioration, les participants ont reconnu que de sérieux risques persistaient et que la croissance mondiale était encore trop faible, le chômage se maintenant à un niveau inacceptable dans de nombreux pays. Ils sont convenus qu'il était essentiel de renforcer l'économie mondiale, d'engager des réformes ambitieuses et de coordonner les politiques menées afin d'instaurer une croissance forte, durable et équilibrée et de restaurer la confiance¹⁵.
 48. Avec la présidence russe du G20 et d'autres organisations internationales, le Bureau collabore aux préparatifs du Sommet et des réunions ministérielles. Les partenaires sociaux

¹⁵ Communiqué (en anglais) de la réunion des ministres des Finances et des gouverneurs de banque centrale, Moscou, 15-16 fév. 2013, à consulter à l'adresse suivante: http://www.g20.org/events_financial_track/20130215/780960861.html.

du G20 pourront également y prendre part à l'occasion du Forum économique international de Saint-Petersbourg, qui se déroulera du 20 au 22 juin 2013.

- 49.** Le Conseil économique et social est le principal organe intergouvernemental du système des Nations Unies qui permette d'assurer la cohérence des politiques. A sa session de fond annuelle qui se tiendra à Genève en juillet 2013, il abordera le point suivant inscrit à son ordre du jour: «Promouvoir la capacité de production, l'emploi et le travail décent pour éliminer la pauvreté à la faveur d'une croissance économique partagée, durable et équitable à tous les niveaux en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement». Le BIT collabore étroitement avec le Secrétariat de l'ONU et le bureau du conseil pour préparer les travaux relatifs à cette question ¹⁶.
- 50.** La Commission du développement social de l'ONU s'est réunie du 6 au 15 février 2013 et a débattu de son thème prioritaire «Promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et d'un travail décent pour tous». Le document d'information ¹⁷ et le débat ont notamment fait ressortir les points suivants:
- le plein emploi et un travail décent pour tous devraient être au cœur des mesures de lutte contre la pauvreté et d'intégration sociale;
 - l'accès universel à une protection sociale et à des services sociaux de base est un instrument important d'autonomisation des personnes et, à cet égard, les gouvernements devraient envisager de mettre en place un socle national de protection sociale, adapté à la situation et aux priorités nationales, qui permette de prévenir efficacement la pauvreté et les inégalités; et
 - l'accès à la justice et aux instruments juridiques est essentiel pour lutter contre la pauvreté et promouvoir l'autonomisation. Les gouvernements devraient encourager l'autonomisation des personnes pauvres en protégeant leurs droits de propriété et leurs emplois.
- 51.** Faisant suite aux réunions du Directeur général avec le président de la Banque mondiale, une équipe de haut niveau du BIT conduite par M^{me} Sandra Polaski, directrice générale adjointe, a rencontré plusieurs vice-présidents de la Banque mondiale pour élaborer un programme de travail commun axé sur les mêmes priorités. Celles-ci comprennent, entre autres, l'amélioration de la collecte et de la diffusion de données sur le marché de l'emploi, des travaux de recherche conjoints, l'action concertée au niveau des pays et la coopération aux fins du programme de développement pour l'après-2015. L'équipe du BIT s'est également réunie avec M. Min Zhu, directeur général adjoint du FMI, pour faire le bilan de la coopération entre les deux organisations depuis la Conférence conjointe OIT/FMI sur les défis de la croissance, de l'emploi et de la cohésion sociale, qui s'est tenue à Oslo en septembre 2010. Les discussions ont porté sur les moyens envisageables pour promouvoir la reprise et sur la poursuite des travaux communs dans les domaines de la recherche, de la protection sociale et du dialogue social à l'échelle nationale. L'OIT et le FMI ont en outre organisé une consultation tripartite fructueuse sur la croissance solidaire et riche en emplois en République dominicaine, tenue à Saint-Domingue le 30 janvier 2013. Les réunions du FMI et de la Banque mondiale prévues pour ce printemps donneront l'occasion de faire avancer les travaux entamés avec les institutions financières internationales.

¹⁶ Le document GB.317/WP/SDG/1 fait le point sur les travaux relatifs au programme de développement pour l'après-2015 menés dans le cadre des Nations Unies.

¹⁷ Rapport du Secrétaire général, document E/CN.5/2013/3.

- 52.** Les préparatifs de la neuvième Réunion régionale européenne de l'OIT, qui aura lieu à Oslo du 8 au 11 avril 2013, sont bien avancés et prévoient la tenue de débats stratégiques avec des hauts fonctionnaires d'organisations internationales à vocation économique.
- 53.** Pour compléter les contributions aux réunions internationales d'élaboration des politiques, le Bureau prévoit à plus longue échéance de mener les actions suivantes:
- réaliser de nouvelles analyses comparatives des politiques qui répondent efficacement aux différents défis nationaux dans les domaines de l'économie, de l'emploi, du travail et des questions sociales;
 - contribuer aux débats stratégiques nationaux sur le financement de la protection sociale, notamment sous la forme d'une analyse actuarielle des effets à plus long terme des réformes engagées pour réaliser les objectifs d'assainissement budgétaire à court terme;
 - procéder à une analyse comparative empirique des politiques, programmes et autres mesures à court ou moyen terme qui visent à remédier à la grave crise de l'emploi des jeunes, en agissant à la fois sur l'offre et la demande de main-d'œuvre, y compris en développant les apprentissages, les systèmes de formation en alternance et l'entrepreneuriat;
 - aider les partenaires sociaux à contribuer et à participer aux débats nationaux sur les politiques d'ajustement et de réforme, et notamment sur le rôle que le dialogue social peut jouer dans la conception de mesures économiques et sociales équilibrées; et
 - démontrer par des recherches approfondies qu'il est primordial d'agir sur les politiques sociales et de l'emploi pour instaurer une croissance forte, durable et équilibrée.
- 54.** Le groupe de travail est invité à mener une réflexion sur les perspectives actuelles de l'économie et de l'emploi dans le monde et sur la contribution que les politiques sociales et de l'emploi pourraient apporter aux efforts de relance coordonnés menés en 2013 ainsi qu'à donner des orientations sur les activités futures de l'OIT dans ce domaine.